



Déclaration liminaire UNSA-Education CSA-D – Lundi 12 juin 2023

Madame L'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D 79

Cette année, pour la 11ème édition du baromètre UNSA des métiers de l'éducation, de la recherche et de la culture, 34 585 personnels ont répondu aux 15 questions récurrentes et aux questions d'actualité consacrées aux défis du monde actuel qui touchent nos professions. Les résultats sont profondément inquiétants pour notre société : les personnels qui portent les politiques de jeunesse et d'avenir dans notre pays expriment un découragement alarmant. 19% seulement conseilleraient leur métier à un jeune de leur entourage, encore 3 points de moins que l'an dernier. L'UNSA Éducation, au vu des résultats de l'enquête, questionne la capacité durable de la puissance publique à porter des politiques nationales, après un premier quinquennat Macron désastreux pour le dialogue social et la place donnée aux représentantes et représentants du personnel, quand 91% des personnels se déclarent en désaccord avec les politiques menées dans leur ministère. Les changements de casting ne suffisent plus quand c'est la méthode descendante, ignorant les difficultés et les réalités du terrain, qui est rejetée ; La crise de confiance est forte et inquiétante. Derrière la priorité constante accordée au pouvoir d'achat, c'est la première fois que la charge de travail dépasse les 50% dans notre baromètre. Ces conditions de travail se dégradent chez les femmes, notamment en début de carrière et les perspectives de carrière sont jugées particulièrement insatisfaisantes en milieu de carrière, entre 35 et 55 ans.

Les préoccupations des personnels, au fil des ans, se sont donc centrées sur la problématique du pouvoir d'achat, la charge de travail et les aspirations de carrière. Ces sujets devraient être pris au sérieux, par le gouvernement or les derniers arbitrages de l'Élysée à l'issue de la concertation sur la revalorisation des personnels enseignants, CPE et PsyEN rendus en avril, montrent que le président de la République n'a pas compris comment attirer vers l'Éducation nationale ni comment donner envie d'y rester. Il aura réussi le tour de force, malgré une enveloppe conséquente de plus de 2 milliards en année pleine, de provoquer le mécontentement et la colère de la profession.

Les pertes de pouvoir d'achat dues à l'inflation ainsi que toutes celles accumulées depuis plusieurs années ne seront pas rattrapées. En effet, l'exécutif a refusé de faire progresser la valeur du point d'indice et de figer ainsi le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Alors que l'École a besoin que les conditions d'exercice s'améliorent partout sur le territoire, et en particulier là où les conditions d'exercice sont les plus difficiles, à aucun moment l'exécutif ne semble s'interroger sur les raisons de la désaffection et des désillusions.

Parmi toutes les raisons, trois apparaissent majeures :

- Le niveau de rémunération des enseignants reste inférieur, à diplôme équivalent, sur le marché du travail.
- Les conditions d'exercice se dégradent avec de plus en plus d'injonctions et de moins en moins de moyens pour réussir les missions.
- Les mobilités géographiques ou professionnelles empêchées, heurtent les projets de vie et découragent les personnels.

En lieu et place, le président a fait des annonces péremptoires et illusoire promettant qu'il n'y aurait plus de problème de remplacement à la rentrée et que le recours aux heures supplémentaires allait résoudre les difficultés et les défis majeurs auxquels l'École est confrontée : Vive le Pacte ! Et bien à l'UNSA-Éducation, nous ne pactisons pas avec le diable et ses fausses promesses. Nous ne voulons pas travailler plus pour gagner plus, nous voulons la juste reconnaissance et le respect qui nous sont dus, pour pouvoir exercer notre métier aussi sereinement que nécessaire pour envisager les meilleures conditions d'apprentissage pour nos élèves. Et ces bonnes conditions commencent par une carte scolaire qui tient compte des réalités du terrain et des spécificités tant de nos écoles urbaines que rurales.

Cette carte scolaire nous la souhaitons juste pour nos écoles et les collègues or elle est de guingois au vu des postes à rendre et des choix de la 1^{ère} phase qui nous semblent rudes pour le terrain. Certaines situations, certains de vos choix de mars nous semblent être de mauvais signaux envoyés au terrain et à des enseignants à bout de souffle attendant la nouvelle vague qui porterait espérance, confiance et motivation. Madame l'Inspectrice d'Académie cette seconde phase sème encore davantage le doute sur le terrain : le doute chez nos collègues, le doute chez des élus qui craignent pour leur école, le doute chez des parents d'élèves qui ne sont pas dupes et comprennent bien que les conditions de classe pour leurs enfants seront dégradées. Cette seconde phase est importante et doit permettre, permettez-moi cette expression, de lâcher du mou (à défaut de pouvoir ouvrir les vannes) comme pour les directions d'écoles qui méritent davantage d'attention et de prévenance.

Si nous sommes bien conscients que vous n'êtes pas la bonne fée marraine, et que vous ne créez pas les postes avec une baguette magique, nous souhaitons à l'UNSA-Éducation que vous mettiez tous les moyens dont le département dispose aujourd'hui, devant les élèves et auprès des collègues qui souffrent au quotidien de conditions de travail trop dégradées.